



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 61

Loi modifiant la Loi sur la pharmacie

Présentation

Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Éditeur officiel du Québec
1988

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à régulariser l'exécution par les pharmaciens du Québec d'ordonnances équivalentes à celles émises au Québec, mais obtenues ailleurs au Canada.

Il vise aussi à permettre aux pharmaciens l'usage d'un titre de spécialiste et à assurer la continuité des services pharmaceutiques au public en certaines situations d'insolvabilité non prévues antérieurement.

Ce projet permet enfin d'assurer l'harmonisation des règles relatives à l'adoption et à l'entrée en vigueur des règlements avec celles contenues à la Loi sur les règlements ainsi que l'uniformisation des qualités requises des administrateurs du Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec, en vertu de la Loi sur la pharmacie et du Code des professions.

Projet de loi 61

Loi modifiant la Loi sur la pharmacie

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10) est modifié par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

« *j*) « ordonnance » : une autorisation de fournir un médicament ou un poison :

i. donnée par une personne autorisée par une loi du Québec à prescrire un médicament ou un poison;

ii. donnée par une personne autorisée par une loi d'une autre province ou d'un territoire du Canada à prescrire un médicament ou un poison dans la mesure où cette personne, si elle exerçait au Québec, serait autorisée par une loi du Québec à prescrire ce médicament ou ce poison; ».

2. L'article 4 de cette loi est modifié par la suppression du second alinéa.

3. L'article 11 de cette loi est modifié par la suppression du second alinéa.

4. L'article 26 de cette loi est modifié:

1° par la suppression de la première phrase du second alinéa;

2° par l'addition après le second alinéa, du suivant:

« Il est autorisé à utiliser un titre de spécialiste uniquement s'il est détenteur d'un certificat de spécialiste délivré conformément au Code des professions. ».

5. L'article 30 de cette loi est modifié par l'addition du second alinéa suivant :

« Au cas de réalisation d'une garantie en vertu de l'article 178 de la Loi sur les banques (S.C. 1980-81-82-83, chapitre 40), d'une cession de biens en stock en vertu de la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock (L.R.Q., chapitre C-53) ou d'un acte de fiducie, la banque bénéficiaire de la garantie, le cessionnaire, le fiduciaire ou leurs mandataires respectifs peuvent administrer telle pharmacie pendant une période de trois ans, en la plaçant sous la surveillance personnelle d'un pharmacien. ».

6. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).